

Collectivités territoriales

Collection
LAMY
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Pouvoirs du juge du plein
contentieux contractuel
sur les mesures d'exécution du contrat

Par Emmanuel GLASER

De la prise en charge des frais
directement entraînés par une maladie
imputable au service

Par Laurent DERBOULLES

Chronique de droit de l'urbanisme

Par Jean-Luc PISSALOUX

ÉTUDES

Rationalisation des périmètres
intercommunaux et pouvoirs du préfet

Par Vincent AUBELLE



LAMY DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

Offre
spéciale
Abonnés
-15%* !



**Sécurisez vos Partenariats
Privé-Public !**

- Aides publiques aux entreprises,
- Contrats et marchés publics,
- Contentieux et principaux recours, ...

Existe aussi en version Internet
Sommaire complet sur www.wkf.fr



A_LDPA_01-11

BULLETIN D'ABONNEMENT

☐ **Oui**, Je souhaite m'abonner à la version papier du
LAMY DROIT PUBLIC DES AFFAIRES (Réf. 00064)
au prix de **572,05 € HT** au lieu de **673 € HT** soit une économie de 15 %*.
(soit 603,51 € TTC au lieu de 710,02 € TTC)

Merci de compléter vos coordonnées : 002604 036

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom/Prénom : _____

Fonction : _____

Établissement : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

E-mail : _____

N° SIRET : _____ Code NAF : _____

Nombre d'habitants de la commune : _____

Nombre de salariés à mon adresse : _____

☐ Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de Wolters Kluwer France SAS ;
je recevrai une facture acquittée.

☐ Je vous réglerai par mandat administratif, à 35 jours après réception de ma commande.

Le prix correspond à un abonnement annuel (TVA 5,5 %) qui comprend : l'édition en cours de l'ouvrage et la nouvelle édition refondue en cours d'année, 11 bulletins d'actualité, 1 CD-ROM « on line » actualisé avec accès e-Pass. Tarifs franco de port valables au 01.01.2011, pour la France Métropolitaine et sous réserve d'une augmentation des taux de TVA applicables au moment de la commande.

Tarifs étranger ou DOM-TOM : nous consulter. Ce tarif correspond à un abonnement annuel. L'abonnement est automatiquement renouvelé d'une année sur l'autre sauf avis contraire de votre part signifié deux mois avant la date d'échéance. Wolters Kluwer France se réserve le droit de modifier ses prix. Cette modification entrera en vigueur dans le mois qui suit la publication des nouveaux tarifs.

* Offre valable jusqu'au 31/12/2011.

Date : ____/____/____

Signature et cachet :

La signature de ce bon de commande emporte adhésion des conditions générales
de vente consultables sur le site www.wkf.fr

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, ces informations peuvent donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès et de rectification auprès de Wolters Kluwer France (cf. adresse ci-dessus).

Le printemps des contrats



Par Emmanuel
GLASER

Avocat associé,
cabinet Veil Jourde

6 décembre 2002, « Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré de l'Haÿ-les-Roses » (CE, ass., avis, 6 déc. 2002, n° 249153, Rec. CE 2002, p. 433, concl. Le Chatelier G.) ; 16 juillet 2007, « Société Tropic travaux signalisation » (CE, ass., 16 juill. 2007, n° 291545, Rec. CE 2007, p. 360, concl. Casas D.) ; 3 octobre 2008, « Syndicat mixte intercommunal de réalisation et de gestion pour l'élimination des ordures ménagères du secteur Est de la Sarthe » (CE, sect., 3 oct. 2008, n° 305420, Rec. CE 2008, p. 324, concl. Dacosta B.) ; 28 décembre 2009, « Commune de Béziers » (CE, ass., 28 déc. 2009, n° 304802, Rec. CE 2009, p. 509, concl. Glaser E.) ; 21 mars 2011, « Commune de Béziers » (CE, sect., 21 mars 2011, n° 304806, à publier au Rec. CE)...

En quelques années le Conseil d'État a profondément bouleversé le droit des contrats publics. Il a offert aux parties la possibilité de demander directement au juge, en dehors de tout contentieux, l'homologation d'une transaction, créé une nouvelle voie de recours ouverte aux tiers contre les contrats, limité drastiquement les moyens pouvant être invoqués dans le cadre du référé précontractuel, renouvelé en profondeur l'office du juge du plein contentieux contractuel saisi par l'une des parties d'un recours en annulation du contrat ou d'un recours indemnitaire à l'occasion duquel un moyen d'illégalité du contrat est soulevé, enfin élargi et transformé le recours en annulation de la mesure de résiliation du contrat, qui permet, dorénavant, au cocontractant de l'administration, quelle que soit la nature du contrat concerné, de demander non seulement l'annulation de cette mesure mais la reprise des relations contractuelles. Et dans le même temps, la Haute juridiction fixait la nature des contrats de mobiliers urbains (CE, ass., 4 nov. 2005, n° 247298, Sté Jean Claude Decaux, Rec. CE 2005, p. 478, concl. Casas D.), explicitait les obligations de mise en concurrence applicables à l'administration lorsqu'elle recourait au contrat (CE, ass., 31 mai 2006, n° 275531, Ordre des avocats au barreau de Paris, Rec. CE 2006, p. 272), précisait la distinction entre délégation de service public et subvention tout en faisant sienne la jurisprudence communautaire sur les contrats « in-house » (CE, sect., 6 avr. 2007, n° 284736, Cne d'Aix en Provence, Rec. CE 2007, p. 155) aussi bien que la combinaison entre les régimes de responsabilité quasi-délictuelle et quasi-contractuelle (CE, sect., 10 avr. 2008, n° 244950, Sté Decaux et département des Alpes maritimes, Rec. CE 2008, p. 151, concl. Dacosta B.) et fournissait le mode d'emploi pour l'application de la loi Sapin aux contrats en cours (CE, ass., 8 avr. 2009, n° 271737, Cie générale des eaux et cne d'Olivet, Rec. CE 2009, p. 116, concl. Geffray E.), pour ne citer que quelques unes des décisions les plus importantes rendues ces dernières années. Pourtant, nul activisme dans cette effervescence. Plutôt l'expression d'une double nécessité : celle d'adapter le droit des contrats, largement immobile depuis plus d'un siècle, à la complexité croissante des montages contractuels inventés par les personnes publiques et les opérateurs économiques ; celle de donner au juge dans le domaine contractuel tous les pouvoirs qui sont normalement ceux d'un juge de plein contentieux, mais dont il ne disposait pas jusque là. Mais, il reste encore beaucoup à faire, notamment pour clarifier et simplifier les voies de recours et leurs combinaisons, ce qui implique probablement de couper quelques branches mortes. S'agissant des recours des tiers, la question principale est celle de l'avenir de la jurisprudence « Tropic travaux », qui doit être abandonnée ou élargie à tous les tiers lésés. S'agissant des recours des parties, l'important nous semble être de consacrer l'unicité et le rôle central du juge du contrat, qu'il soit saisi spontanément ou sur injonction. Gageons, donc, que le mouvement n'est pas achevé. ♦

sommaire

Actualités

11

Gestion et finances

- 11 > **Conditions d'assujettissement à la TVA des activités concurrentielles : le Conseil d'État sème le doute**

Par Laetitia OURLY-DORE

- 14 > **Légalité d'une subvention départementale octroyée à une organisation syndicale**

Par Marie-Christine ROUAULT

- 17 > **Qu'est-ce qu'une usine pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ?**

18

Fonction publique territoriale

- 18 > **De la prise en charge des frais directement entraînés par une maladie imputable au service**

Par Laurent DERBOULLES

- 22 > **Mutation d'un fonctionnaire et article 8 de la CEDH**

- 23 > **Licenciement pour insuffisance professionnelle**

24

Responsabilités

- 24 > **Responsabilité des constructeurs et garantie décennale : entrée en vigueur d'une réglementation nouvelle**

Par Nicolas FOUILLEUL

- 27 > **Carence dans l'exercice du contrôle de légalité**

- 27 > **Réparation intégrale du préjudice et assistance à domicile**

Repères

29

Contrats et marchés publics

- 29 > **Pouvoirs du juge du plein contentieux contractuel sur les mesures d'exécution du contrat**

Par Emmanuel GLASER

- 35 > **Conséquences de la suppression de la « double enveloppe »**

44

Institutions

- 44 > **La dissolution de conseils municipaux par décret en Conseil des ministres : une prérogative étatique discrétionnaire ?**

Par Olivier CARTON

36

Urbanisme

- 36 > **Question prioritaire de constitutionnalité et article L. 130-1 du Code de l'urbanisme**
37 > **Annulation partielle d'un permis de construire**
38 > **Délégation au profit du maire des droits de préemption urbain et délégation du pouvoir de déléguer ce droit**
39 > **Zone d'aménagement concerté et convention publique d'aménagement**

48

Europe

- 48 > **Propositions pour généraliser en France l'initiative européenne « LEADER » à tous les pays**
49 > **Utilisation du FEDER en faveur des communautés marginalisées**
49 > **Union européenne/Législation : le Journal officiel à l'heure du numérique intégral**
50 > **Projet de loi relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération**
51 > **Zonage AFR : modification de la carte des aides à finalité régionale**
51 > **La directive communautaire sur les « Services » et le nouveau régime des débits de boissons**
52 > **9^e Semaine européenne des Régions et des Villes**

41

Domaine public

- 41 > **Conséquence de la non application du régime juridique des concessions funéraires**

Par Philippe DUPUIS

La Revue Lamy des Collectivités Territoriales actualise, dans sa première partie « Actualités », les trois ouvrages de la Collection Lamy Collectivités Territoriales : le Lamy Gestion et finances des collectivités territoriales, le Lamy Collectivités territoriales - Responsabilités et le Lamy Fonction publique territoriale.

Perspectives

53 Études

53 > Le principe d'égalité entre les collectivités territoriales

Par Anne-Sophie GORGE

58 > Rationalisation des périmètres intercommunaux et pouvoirs du préfet

Par Vincent AUBELLE

DIRECTEURS SCIENTIFIQUES

Emmanuel GLASER

Avocat associé, cabinet Veil Jourde



Gérard TERRIEN

Secrétaire général de la Cour des comptes



Michel VERPEAUX

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'Université
Panthéon-Sorbonne Paris I



MEMBRES

Maryse DEGUERGUE

Agrégée des Facultés de droit
Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I



Jean FACON

Directeur adjoint,
Chef du service juridique de la Fédération nationale
des collectivités concédantes et régies



Christophe GUETTIER

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'Université du Maine



Xavier MATHARAN

Avocat à la Cour, associé au cabinet Matharan
Pintat Raymundie



Yves MAYAUD

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'Université Panthéon-Assas Paris II



Collectivités territoriales

Éditeur : WOLTERS KLUWER FRANCE
SAS au capital de 300 000 000 €

Siège social :
1, rue Eugène-et-Armand-Peugeot
92856 Rueil-Malmaison Cedex
RCS Nanterre 480 081 306

Associé unique :
Holding Wolters Kluwer France

Directeur de la publication, Président
Directeur Général de Wolters Kluwer
France : Michael Koch

Directrice de la rédaction : Hélène Alves

Rédacteur en chef :
Grégoire Mainçon-Vitrac (01 76 73 44 73)
(gmainconvitrac@wolters-kluwer.fr)

Rédacteurs en chef adjoints :
Richard Deau
(rdeau@wolters-kluwer.fr)
Rachel Mourier
(rmourier@wolters-kluwer.fr)

Rédaction :
Bertrand Legros
(blegros@wolters-kluwer.fr)

Réalisation PAO : Nord Compo

Imprimerie : Delcambre
BP 389 - 91 959 Courtabœuf Cedex

N° Commission paritaire :
0712 T 86890

Dépôt légal : à parution


N° ISSN : 1770-1775

Abonnement annuel : 359 € HT
(TVA 2,10 %), 366,54 € TTC

Prix au numéro : 33 € HT (TVA 2,10 %)
Périodicité mensuelle

Information et commande :
Tél. : 0 825 08 08 00 Fax : 01 76 73 48 09
Internet : <http://www.wkf.fr>

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLCT 2011/68, n° 1914 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

 **Wolters Kluwer**
France

Ce numéro est accompagné d'un encart publicitaire.